

ORAN

Délocalisation urbaine

Face à la profonde crise du logement exacerbée ces derniers temps par les opérations de relogement devant avoir lieu dans quelques mois, le wali d'Oran a annoncé récemment de grands aménagements urbains.

Aménagements qui vont libérer des centaines d'hectares en milieu urbain ou à la périphérie, ce qui est considérable vu la pénurie de foncier.

Ainsi les quartiers les plus anciens de la ville d'Oran à l'image de Sid-El Houari, El-Hamri, Derb, Medioni vont être vidés d'une partie de leur population puisque l'on compte pas moins de 3 666 pré-affectations devant être remises à des familles majoritairement à revenus très faibles.

Si l'on tient compte déjà des dizaines de familles ayant été relogées ces deux dernières années et le programme spécial relogement de 9 000 familles des Planteurs, ce sont en tout près de 30 000 âmes qui vont être déplacées vers l'extérieur de la ville, parfois à plus de 10 km.

Des urbanistes et des sociologues parlent de véritable déplacement de population, avec tous

les effets d'un «déracinement». Cela va avoir un impact énorme sur la vie de ces familles et causer des problèmes de fonctionnement tout aussi énormes pour le transport, la scolarisation, l'accès aux équipements publics de base.

En plus de ces relogements prévus et qui d'ailleurs sont contestés par les bénéficiaires, à l'image des habitants de Derb refusant de se voir reloger dans une zone isolée à Gdyl : «Je suis né à Derb, j'y ai passé 40 ans, je ne peux pas aller vivre à Gdyl !» nous explique un père de famille commerçant de son état. Il y a les grandes structures destinées aux services qui vont être délocalisées également.

En effet, dans la foulée de son projet de transformer l'image d'Oran, le wali annonce la délocalisation du grand marché de gros situé entre Maraval et Cité Petit, le marché de la friperie d'El Hamri,



Photo : DR

le marché des voitures, la pharmacie centrale de Gambetta, etc.

Ces emplacements sont très stratégiques et concentrent des centaines de mètres carrés avec une valeur foncière inimaginable par les temps qui courent. Là encore, ce sont des services et

des structures de fonctionnalité publique qui vont être délocalisées d'Oran.

Mais ce qui perturbe le plus aujourd'hui les Oranais c'est l'impact sur leur quotidien et la transformation de la fonctionnalité de la ville, d'autant plus que le flou est

entretenu sur ces futures opérations de délocalisation et les équipements qui devront y être réalisés en remplacement.

Seront-ils réservés aux promotions immobilières privées de haut standing ?

Fayçal M.

SIDI-BEL-ABBÈS

100 mouvements de contestation en 2011

Lors d'un point de presse animé dans l'après-midi de mardi dernier par M. le chef de la Sûreté de wilaya de Sidi-Bel-Abbès, le bilan annuel des interventions et affaires a été rendu public.

Ainsi, l'on apprendra qu'au cours de l'année 2011 100 mouvements de protestation liés au chômage, au logement social, aux routes défectueuses, à l'emploi, au manque d'infrastructures publiques, à l'eau potable, etc., ont été enregistrés, et là on ne parle que des

agglomérations relevant de la police sans évoquer celles dont la compétence territoriale est celle de la gendarmerie. A l'issue de ces mouvements de protestation, 51 personnes ont été incarcérées.

Dans le volet détournement de deniers publics, 16 affaires ont été traitées s'agissant en l'occurrence de celles de la BCIA, la Cnep, des impôts, la Cnas, le CPA, la CNR, Giplait, l'Office national interprofessionnel du lait et d'une entreprise de transport de céréales. Sur les fonds détournés, la police a récupéré 121 milliards de centimes et arrêté 32 personnes dont 9

femmes. Par ailleurs, la police a eu à traiter des affaires de falsification de billets de banque et procédé à l'arrestation de 16 personnes impliquées. Concernant les affaires de vol de véhicules, on en enregistré 10 vols dont 7 récupérés et 32 personnes arrêtées pour.

Au sujet de l'immigration clandestine, 143 étrangers dont 2 Européens, 12 Chinois et le reste d'origine marocaine et africaine ont été arrêtées.

Les policiers ont aussi saisi 5 quintaux de cuivre et mis au jour une liste de 136 locaux de commerce exploités sans

registre du commerce. Dans le registre des stupéfiants, 94 affaires ont été enregistrées, 5 kg de kif saisis et 153 personnes arrêtées. Enfin, à signaler que la police a effectué 11 646 descentes lors desquelles 9 858 personnes ont été soumises à un examen de situation et parmi lesquelles 323 ont été incarcérées. Dans le volet des affaires de droit commun, 3 734 affaires soit 10 affaires par jour ont été traitées ; le taux de traitement des affaires est de 87%, ce qui met la wilaya de Sidi-Bel-Abbès en tête à l'échelle nationale.

A.M.

GUELMA

Une trentaine d'arrestations et plus de six cent comprimés de psychotropes saisis

Le bilan du mois de décembre, concernant la lutte contre le trafic de drogue, recueilli auprès de la police judiciaire de Guelma, fait état d'une progression du nombre d'arrestations, et donc d'affaires élucidées.

Parmi les personnes interpellées, 28 ont été placées en détention provisoire par le magistrat instructeur.

Au cours de leurs interventions, les éléments de la police judiciaire ont également saisi plus de 600 comprimés de psychotropes, du kif traité et une importante somme d'argent.

N. Guergour

Le rapport annuel établi par l'inspection de Travail fait état de plusieurs «situations conflictuelles» et d'infractions dues au non-respect des textes régissant les relations employeurs-employés.

En l'absence de conflits collectifs, ce sont ceux dits «individuels qui ont polarisé l'attention avec 357 litiges : 152 enregistrés dans le secteur public, 201 dans le privé national et 4 dans les entreprises étrangères ; l'inspection de Travail en a réglé 36 et dressé 278 PV de

non-conciliation. Les licenciements sont de l'ordre de 33 et 10 conflits individuels sont toujours en instance.

Les causes essentielles à l'origine des conflits sont les salaires et les sanctions abusives concernant le débrayage. Le secteur de l'éducation nationale a eu recours à la grève au moins 4 fois au cours de l'année 2011.

Les sorties sur le terrain des inspecteurs de Travail ont été nombreuses. En témoigne le nombre de visites enregistrées en 12 mois qui sont de l'ordre de 3 002 dont 234 à caractère spécial et 1 723 ordinaires. Ces inspec-

tions ont ciblé 124 338 travailleurs ; les actes dressés durant l'exercice écoulé sont au nombre de 3 563, l'ensemble assorti de 2 736 mises en demeure, 775 PV d'infraction et 51 observations écrites. Au chapitre du travail au noir, il y a une recrudescence de ce phénomène. Un véritable pavé dans la mare vient d'être jeté par l'inspection de Travail à travers une enquête sur la non-déclaration à la Sécurité sociale ; le secteur du bâtiment et celui de l'industrie sont les plus souvent pointés du doigt.

Barour Yacine

SOUK-AHRAS

Travail au noir, conflits, grèves...

AÏN-BEÏDA

Décès d'une jeune femme faute d'un gynécologue à l'EPH Zerdani-Salah

Une jeune femme âgée de 35 ans vient de perdre la vie après avoir mis au monde un mort-né de sexe masculin.

Admise dans des conditions normales par son mari, cette jeune femme, mère de trois enfants en bas âge et au terme d'une grossesse normale, après des complications assistée par des sages-femmes qui ont tout fait pour sauver et la femme et le bébé, rendit l'âme suite à une hémorragie.

Suite à cet incident, le personnel paramédical, notamment celui du service maternité a observé un arrêt de travail en protestation contre la situation de cette structure qui ne dispose d'aucun médecin spécialiste en gynécologie.

Nous avons rapporté plusieurs fois dans nos colonnes que cet

hôpital à caractère régional pour une ville de plus de 200 000 âmes en plus des circonscriptions avoisinantes n'a pas de gynécologue.

Les parturientes sont orientées souvent vers des structures de particuliers dont les prestations dépassent les moyens des concernées.

Devant cet état de fait, l'EPH procède dans les meilleurs des cas à des transferts au CHU de

Constantine avec tous les risques que cela suppose.

Le décès de cette jeune femme qui laisse derrière elle un mari et 3 orphelins a poussé le personnel de l'EPH à manifester pacifiquement pour attirer l'attention des responsables du secteur, un geste qui se veut un message à Ould Abbès pour régler ce problème qui n'a que trop duré. Le ministre entendra-t-il ce cri ?

Moussa Chtatha